

Brochure n° 3155

Convention collective nationale

IDCC : 1411. – **AMEUBLEMENT**
(Fabrication)

■ *Journal officiel* du 29 avril 2009

**Arrêté du 22 avril 2009 portant extension d'un accord conclu dans
le cadre de la convention collective nationale de la fabrication de
l'ameublement (n° 1411)**

NOR : MTST0909311A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu les arrêtés du 28 mai 1986 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté
du 12 février 2009, portant extension de la convention collective nationale
de la fabrication de l'ameublement du 14 janvier 1986 et des textes la modi-
fiant ou la complétant ;

Vu l'accord du 29 avril 2008, relatif à l'égalité professionnelle entre les
femmes et les hommes, conclu dans le cadre de la convention collective
nationale susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 12 septembre 2008 ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), recueilli lors de la séance du
17 avril 2009,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de
la fabrication de l'ameublement du 14 janvier 1986 tel que modifié par

l'accord du 28 septembre 1989, les dispositions de l'accord du 29 avril 2008, relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que les négociations annuelles sur les salaires et quinquennales sur les classifications visent également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

L'article 3, alinéa 4, est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 6323-2 du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 avril 2009.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/29, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.